



La France s'inscrit dans la violence

Par [Pierre Duval](#)

Mondialisation.ca, 28 mars 2023

[Observateur continental](#)

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

La manifestation de Sainte-Soline et celles des retraites inscrivent la France dans la violence, une violence qui a pris souche durant les manifestations des Gilets jaunes en France et qui contamine le pays. Il existe un grave problème démocratique et du respect des droits de l'homme en France.

Les actions de l'Etat français durant la pandémie par l'emploi de directives interdisant la libre circulation (feuille à remplir pour sortir à 1 km durant une 1 heure de son domicile) et celles pour obtenir la loi sur la retraite à 64 ans au forcing interdisant le référendum aux citoyens français, démontrent que la violence s'inscrit en France. Les événements de Sainte-Soline apportent des derniers éléments prouvant la volonté d'employer la répression du gouvernement français.

Sur *BFMTV*, Olivier Véran, le porte-parole du gouvernement français, a [déclaré](#) ce lundi matin face à Apolline de Malherbe: «Je condamne toute forme de violence, d'où qu'elle vienne». Ce dernier a rajouté: «Depuis, 20 ans, on assiste à une réponse violente dans notre pays, à l'étranger aussi». Olivier Véran a dénoncé la présence d' «haches et de bidons d'essence pour manifester (à Sainte-Soline)» tout en pointant du doigt la responsabilité d'élus LFI qui étaient «sur place pour une manifestation interdite». Durant les heurts de Sainte-Soline, des voitures de la gendarmerie ont été brûlées. Mais, Olivier Véran ferme les yeux sur la violence d'Etat qu'il a défendu comme ministre de la Santé, également.

«Ce qu'il se passe aujourd'hui est encore très gentil». Jean-Luc Mélenchon a [tweeté](#): «Les débordements peuvent arriver. Comparé à mai 68, ce qu'il se passe aujourd'hui est encore très gentil». La France insoumise (LFI) est accusée par le gouvernement d'avoir provoqué les violences. Jean-Luc Mélenchon a martelé: «Mais, je le répète: je n'encourage pas les actions violentes, des deux côtés». La violence s'inscrit, donc, dans le paysage français. On assiste à un enlèvement de celle-ci. Pour Jean-Luc Mélenchon, «la violence n'est pas un état normal dans la société».

Il a [rappelé](#) qu' «une pétition a été déposée pour dissoudre la BRAV-M, qui violente les manifestants» et que «les députés NUPES la soutiennent». Le candidat à l'élection présidentielle française de 2022 pour l'Union Populaire [affirme](#), parlant de la réforme de la retraite, qu' Emmanuel Macron «veut humilier, avoir le dernier mot alors qu'il n'y a aucun risque pour les comptes de la Sécurité sociale».

Observateur Continental a [titré](#) citant Nicolas Dupont-Aignan sur Macron: «Un homme isolé, incendiaire, dangereux». Le gouvernement français a utilisé onze fois le 49.3 pour adopter la loi sur les retraites. Jean-Luc Mélenchon [affirme](#) vouloir continuer de s'opposer: «Même si la décision est prise, nous continuerons de dire que nous n'acceptons pas la retraite à 64

ans. Nous avons saisi le Conseil constitutionnel, en espérant obtenir gain de cause. Mais la lutte continue». La figure politique LFI [évoque](#) une bande au pouvoir: «Mme Braun-Pivet se comporte comme une cheffe de bande: voilà qu'elle veut sanctionner des députés qui se rendent à des manifestations. Les parlementaires ceints de leur écharpe ont fait un barrage humain pour protéger les blessés à Sainte-Soline. Heureusement qu'ils étaient là».

Dans son blog, Jean-Luc Mélenchon [fait savoir](#) que «selon le *Financial Times* du 25 mars: la France a le régime, qui dans les pays développés, s'approche le plus d'une dictature autocratique». «Mais pour ce journal, il ne s'agissait encore à ce moment que de la loi sur la retraite à 64 ans et de la procédure du prétendu «parcours démocratique» allégué par Macron», a-t-il rajouté.

Le *Financial Times* [notait](#) qu' «il y a une rage généralisée et à long terme contre l'Etat et son incarnation, le président» et qu' «il est peut-être temps pour le pays de repenser sa présidence toute-puissante». Pour le quotidien anglophone, «l'Etat, au lieu d'être leur émanation collective, est leur oppresseur» et «la France ne peut pas continuer ainsi» car «il est temps de mettre fin à la Cinquième République, avec sa présidence toute-puissante – la chose la plus proche dans le monde développé d'un dictateur élu».

67 jours de lutte, mobilisation sociale la plus importante depuis mai 1968. Jean-Luc Mélenchon [pointe](#) la responsabilité du gouvernement français: «Le ministre de l'Intérieur a une grande responsabilité dans ce qui s'est déroulé hier (à Sainte-Soline)». Je regrette qu'il n'ait eu aucun mot pour les manifestants gravement blessés». «Nous en sommes à 67 jours de lutte depuis les 19 et 21 janvier et à dix journées d'action. C'est la mobilisation sociale la plus importante depuis mai 1968. En deux mois, quatre manifestations ont dépassé le million de manifestants (comptage police) à l'échelle nationale. Un phénomène sans précédent. Les niveaux de mobilisation sont inédits.

La manifestation du 23 mars à Paris a été évaluée par la police elle-même bien plus haut que celle du 7 mars qui était déjà un record dans l'histoire des manifestations en France. Et elle comptait deux fois plus de monde que le 19 janvier, la première journée de mobilisation contre la réforme! Une hausse multipliée par trois dans les plus petites villes!», constate Jean-Luc Mélenchon qui dénonce les «charges ultra-violentes, les manifestants matraqués, les arrestations préventives et injustifiées, les insultes sexistes et les grossièretés à foison». Pour lui, il y a «le scandale d'une police que plus personne ne contrôle plus vraiment qui éclate sous les yeux de tous».

«Matériels de guerre», «des binômes de gendarmes armés et coiffés de casque de moto, montés sur 20 quads». «22 membres des observatoires des libertés publiques et des pratiques policières du 93, de Gironde, de Paris, du Poitou-Charentes et de Toulouse étaient présents pour observer le maintien de l'ordre sur la zone de Sainte-Soline», [annonce](#) la Ligue des droits de l'homme (LDH). Sur «le site de la bassine de Sainte-Soline, des binômes de gendarmes armés et coiffés de casque de moto, montés sur 20 quads, sont venus au contact» des manifestants. «Les gendarmes leur ont tiré dessus avec des armes relevant des matériels de guerre: tirs de grenades lacrymogènes, grenades assourdissantes, grenades explosives de type GM2L et GENL, y compris des tirs de LBD 40. Nous avons observé des tirs au LBD 40 depuis les quads en mouvement», a constaté l'association de défense des droits humains.

Est-ce que la France peut toujours donner des leçons de démocratie et sur les droits de l'homme à d'autres pays?

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Pierre Duval](#), [Observateur continental](#), 2023

Articles Par : [Pierre Duval](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca